

Par Geoges Alain Boyomo

C'est reparti pour une nouvelle séquence dans ce qu'il est convenu d'appeler l'opération Epervier.

Vorace et finalement insatiable, le redoutable rapace a happé cette fois-ci des poids lourds du monde universitaire camerounais, à l'instar de l'agrégé d'économie Bruno Bekolo Ebe et du professeur de sciences politiques Dieudonné Oyono ; mais aussi d'anciens membres du gouvernement, notamment Louis Max Ayina Ohandja et Basile Atangana Kouna. Par sa tentative d'évasion foireuse, l'ex-ministre de l'Eau et de l'Energie a projeté un incroyable feu d'artifice sur la scène de cet autre épisode de la lutte contre la corruption et les détournements de deniers publics, objet de tant d'attentions. Son « retour triomphal » est inédit dans les annales de l'opération Epervier.

En dépit de sa répétition, le spectacle de ces hauts commis de l'Etat admirés et vénérés hier, humiliés et jetés à la vindicte populaire aujourd'hui, est proprement ébouriffant. Entre la réaction émue et les fêtes au village après le décret les portant à de hautes fonctions et les larmes qui précèdent leur entrée en prison, il y a quelque chose d'incompréhensible et d'inénarrable.

Tant de carrières et de vies broyées depuis 2006, année du déclenchement de la campagne d'assainissement des mœurs publiques ! Et ce n'est pas fini, puisqu'une vingtaine de personnalités sont interdites de sortie du territoire national. La répression des atteintes à la fortune publique franchit cette année un virage critique et probablement dangereux qui consacre la désacralisation et la démythification de l'élite politique, administrative et universitaire.

Lorsqu'un ancien patron du Programme national de gouvernance est embastillé parce que présumé coupable de distraction de fonds publics, on n'a pas seulement touché le fond, mais l'on creuse et creuse encore. Au-delà de la grande saignée financière, la déliquescence morale que le Renouveau laissera en héritage au Cameroun donne le frisson rien qu'à y penser.

Le gâchis est énorme. Ces ministres, directeurs généraux, directeurs de l'administration centrale, etc. ont certainement des choses à se reprocher, mais il est clair que c'est à cause du système volontairement permissif que leurs pulsions d'enrichissement illicite ont prospéré. Au fil du temps, tout porte même à penser que celui qui nomme aux emplois civils et militaires s'accommode de ces prévaricateurs qu'il tient à sa guise et qu'il offre opportunément en

holocauste à un peuple à l'appétit cannibale.

La purge en cours aurait entièrement reçu l'onction populaire si la prévention était couplée à la répression. Le peuple y aurait vraiment adhéré si derrière elle, ne se cachaient pas des règlements de comptes politiques, des relents de diversion au plus fort de la crise anglophone, mais aussi une tentative peu inspirée de son ordonnateur d'afficher une image de « M. Propre » à quelques mois de l'élection présidentielle.

Dans tous les cas, personne, mais alors personne ne croit plus au mythe d'un créateur immaculé et de créatures corrompues. Le logiciel de gouvernance actuelle au Cameroun a montré ses limites et les arrestations en cours et à venir ne peuvent rien y changer. Il faut proposer autre chose au peuple, qui souffre dans sa chair, à cause de la boulimie de quelques individus.